

ALERTE OTAN !

Belgique- Belgique
P.P.
1050 Bruxelles 5
1/17024
P 301185

Bulletin trimestriel du Comité de Surveillance OTAN
N°64 - 1er trimestre 2017

Sommaire

p1-2 Appel au contre-sommet de l'OTAN

p3 L'OTAN non-obsolète

P4 Montenegro : la lutte contre l'adhésion continue

p5-6 Faire du Nord de l'Europe une zone de paix

p7 L'OTAN aux portes de l'Amérique Latine

Appel à la mobilisation contre le Sommet de l'Otan 2017

Investir dans la paix, pas dans la guerre !

Le prochain Sommet de l'Otan sera le premier auquel participera le Président des Etats-Unis, Donald Trump. Il se tiendra les 24 et 25 mai dans les tout nouveaux bâtiments du siège de l'Alliance atlantique à Bruxelles, la ville où sont basées l'Otan et l'Union européenne (UE), deux institutions qui coopèrent étroitement dans leurs politiques militaires.

L'Otan et ses Etats membres participent à des guerres et des interventions militaires illégales, en Yougoslavie, en Afghanistan, en Libye, en Irak, en Syrie, dans la mer Méditerranée et dans l'océan Indien. Ils contribuent massivement à l'instabilité internationale, à la course aux armements et à la militarisation. L'Otan reste liée à la plus grande menace contre l'humanité : les armes nucléaires.

De sommet en sommet, l'Otan perpétue, met en œuvre et étend sa politique de guerre et de domination. Le monde entier est témoin des conséquences de cette politique : des pays entiers sont dévastés, des millions de gens deviennent des réfugiés, souffrent terriblement ou

sont tués ; l'environnement se dégrade de façon désastreuse, l'extrémisme violent et le terrorisme augmentent ; les tensions et les affrontements militaires se multiplient ; les armes nucléaires prolifèrent et le risque d'une guerre atomique s'accroît.

La seule réponse de l'Otan face à ces effroyables conséquences est d'accélérer encore le militarisme et la guerre :

Tous les Etats membres de l'Otan sont appelés à augmenter leur budget militaire jusqu'à 2 % de leur PIB. En cette période de crise économique et d'austérité, cela revient à réduire toujours plus les budgets destinés aux besoins sociaux, à l'éducation, la justice, la coopération internationale et la protection de l'environnement, qui sont tous essentiels pour construire un monde plus pacifique et plus stable.

Les Etats membres de l'Otan devront utiliser 20 % de leur budget de défense à des équipements militaires : navires de guerre, avions de combat, drones, bombes, technologie. Le tout-puissant lobby de l'armement se frotte les mains d'avance. L'Otan accélère la course aux armements au mépris des mécanismes diplomatiques pour la résolution des conflits.

L'Otan aggrave les tensions avec la Russie, en déployant des troupes et des armements à sa frontière et en installant un système de défense anti-missiles. Tout cela relance le développement militaire et empêche la construction de relations pacifiques et une compréhension mutuellement avantageuse.

L'Otan et ses Etats membres multiplient les interventions hors de leurs territoires et augmentent leur présence partout dans le monde au moyen de partenariats et de "coalitions de volontaires". Ils accroissent leur domination économique, politique et militaire, au lieu d'investir politiquement et financièrement dans l'ONU pour atteindre son but d'un monde pacifique et plus sûr.

L'Otan présente le développement de ses politiques nucléaires comme la "garantie" suprême de la sécurité de ses membres, nonobstant le fait qu'une majorité des pays du monde entame des négociations pour un traité d'interdiction des armes nucléaires. Entretemps, les armes nucléaires étatsuniennes stationnées en Europe – sous couvert de l'Otan – et ailleurs, sont modernisées à coups de dizaines de milliards de dollars.

Nous ne voulons pas de la militarisation de l'UE ni d'une superpuissance européenne, tel que le préconisent avec de plus en plus d'insistance les dirigeants de l'UE. La fermeture militaire des frontières européennes n'est pas une réponse au défi de l'immigration. Les réfugiés sont les bienvenus.

L'Otan est la machine de guerre la plus agressive du monde. Nous avons besoin, de toute urgence, de paix et de développement durable. Nous appelons toutes les personnes et organisations éprises de paix à se joindre aux protestations contre le Sommet de l'Otan, à Bruxelles et dans le monde entier. Faisons pression sur nos gouvernements pour investir dans le bien-être social, pas dans la guerre.

Nous demandons clairement à nos gouvernements : nous devons quitter l'Otan et l'Otan doit être dissoute.

Sur le site www.stopnato2017.org : voir les signataires, signer l'appel et participer au Contre-sommet



**24&25
May 2017**

Brussels

**INVEST IN PEACE,
NOT IN WAR!**

21th-26th of May: Peace camp & week of action
24th of May: Manifestation against Trump & NATO
25th of May: Conference & Workshops

S'INSCRIRE ET COLLABORER À LA MAILING LISTE ALERTE OTAN

Le Comité Surveillance OTAN anime une liste d'information par e-mail, où sont publiés régulièrement infos, analyses et commentaires relatifs à la politique de guerre de l'Alliance Atlantique. Nous invitons tous les lecteurs intéressés à s'y inscrire et à collaborer à cette recherche de documentation qui est indispensable pour comprendre la nature de l'Otan, les rapports de force en son sein, ses actions publiques et autres, ses objectifs réels, son fonctionnement tentaculaire, ses réseaux et partenariats.

- Pour s'inscrire, envoyez un e-mail vide à alerte_otan-subscribe@yahoogroupes.fr.
- Pour collaborer, soit vous envoyez directement votre message à alerte_otan@yahoogroupes.fr, soit vous l'envoyez à info@csoan.org et les modérateurs du CSO feront le nécessaire pour sa publication.

Sommet OTAN 2017

L'Otan non « obsolète » se prépare avec Mattis à d'autres guerres

A la réunion du Conseil Atlantique-Nord, qui s'est ouverte le 15 février 2017 à Bruxelles, les ministres européens de la Défense ont poussé un soupir de soulagement : l'Otan n'est pas « obsolète », comme avait dit le président Trump. Dans sa première déclaration officielle hier à Bruxelles, le nouveau secrétaire étasunien à la Défense, Jim Mattis, a assuré que l'Otan reste « la base fondamentale pour les Etats-Unis ».

C'est « l'alliance militaire qui dans l'histoire a eu le plus grand succès », a-t-il dit aux journalistes pendant qu'il était en vol vers Bruxelles, apportant comme preuve de l'engagement étasunien dans l'Alliance le fait que l'unique commandement Otan avec quartier général aux Etats-Unis est celui du Commandant suprême allié pour la transformation (Sact), charge déjà assumée par Mattis lui-même. Le Sact, responsable du Comité militaire (la plus haute autorité militaire de l'Otan), « promeut et contrôle la transformation continue des forces et capacités de l'Alliance ».

Dans les 20 dernières années, a souligné Mattis, l'Otan s'est transformée (elle a en effet englobé tous les pays de l'ex Pacte de Varsovie, trois de l'ex URSS et trois de l'ex Yougoslavie), mais « doit continuer à se transformer pour s'adapter à ce qui s'est passé en 2014, année de tournant dans laquelle nos espoirs de quelque partenariat avec la Russie se sont démontrés infructueux ». Il faut pour cela « être certains que le lien transatlantique reste fort ». Pour preuve de cela, le secrétaire général de l'Otan Stoltenberg, dans sa déclaration conjointe avec le secrétaire Mattis, a confirmé hier que « des troupes et équipements étasuniens sont en train d'arriver en Pologne et dans les pays baltes, montrant clairement la détermination des Etats-Unis de rester aux côtés de l'Europe dans cette période tourmentée ».

Sous commandement des Etats-Unis (à qui revient la charge du Commandant suprême allié en Europe, le Saceur), l'Otan continue ainsi à s'agrandir à l'Est, à renforcer le déploiement sur le front oriental en fonction anti-Russie, malgré les intentions déclarées du président Trump d'ouvrir une négociation avec Moscou. En même temps, l'Otan potentialise le front méridional avec de nouveaux dispositifs militaires. « Aujourd'hui nous déciderons de constituer un nouveau Hub pour le Sud auprès de notre Commandement de la force conjointe à Naples », a annoncé Stoltenberg, en soulignant que « cela nous permettra d'évaluer et affronter les menaces

provenant de la région, en complément du travail réalisé par notre nouvelle Division de renseignement constituée ici au quartier général Otan ».

Avec grande satisfaction pour la ministre Pinotti, l'importance de l'Italie augmente dans ce que Stoltenberg, en ouvrant le Conseil Atlantique Nord, a défini comme « projection de stabilité au-delà de nos frontières ». Le nouveau « Hub pour le Sud », qui sera réalisé à Naples, constituera la base opérationnelle pour la projection de forces terrestres, aériennes et navales dans une « région » aux contours indéfinis, comprenant Afrique du Nord et Moyen-Orient mais aussi des aires au-delà de celles-ci. Pour de telles opérations est disponible la « Force de riposte » de l'Otan, augmentée à 40 mille soldats, en particulier sa « Force de pointe à très haute rapidité opérative », qui peut être projetée en 48 heures « partout à n'importe quel moment ». Le nouveau « Hub pour le Sud », réalisé auprès du Commandement de la force conjointe allié avec quartier général à Lago Patria (Naples), sera sous les ordres de l'aguerrie amirale étasunienne Michelle Howard qui, en plus d'être à la tête du Commandement Otan, est commandante des Forces navales USA pour l'Europe et des Forces navales USA pour l'Afrique. Ainsi même le nouveau « Hub pour le Sud » entrera dans la chaîne de commandement du Pentagone.

Tout cela a un prix. Mattis a rappelé la demande péremptoire que tous les alliés européens portent la dépense pour la « défense » à au moins 2% du PIB. Seuls cinq pays Otan ont atteint ou dépassé ce niveau : Etats-Unis (3,6%), Grèce, Grande-Bretagne, Estonie et Pologne. [...] Stoltenberg, heureux, annonce qu'enfin l'Otan « a tourné une page », en accroissant la dépense militaire en 2015-2016 de 3,8% en termes réels, c'est-à-dire d'environ 10 milliards de dollars. [...]

Manlio Dinucci, février 2017 - Traduit de l'italien par M.-A. Patrizio

La lutte continue contre l'adhésion à l'Otan

Une "Referendum Caravan" est partie de Podgorica et a visité 9 capitales européennes pour informer les populations et réclamer la tenue d'un referendum au Montenegro concernant l'adhésion à l'Otan. Ci-dessous: un aperçu des objectifs de cette Caravane et un compte-rendu de son passage en Bosnie-Herzégovine.



"Referendum on Nato!"

Le Montenegro est confronté à une question historique. Les actuelles autorités, contre la volonté d'un nombre considérable de citoyens, veulent faire entériner par le parlement leur décision d'adhérer à l'Otan. Ce parlement est illégitime. Il est issu d'un véritable coup d'état. Il est le produit d'une agression de l'Otan contre le petit Montenegro.

C'est pourquoi nous luttons pour la tenue d'un referendum sur l'Otan. C'est un principe élémentaire de démocratie quand il s'agit d'une question d'une telle importance. En outre, les nombreuses manifestations de l'opinion publique ont montré que les citoyens monténégrins veulent que le Montenegro soit neutre, pacifique et ne s'engage pas dans les conflits internationaux. C'est la raison pour laquelle les autorités ont tellement peur d'un referendum....(Marko Milacic, représentant du groupe politique Résistance au Désespoir dans la Coalition Front Démocratique et fondateur du Mouvement pour la Neutralité du Montenegro).

Passage de la Caravane en Bosnie et Herzégovine

La Caravane s'est arrêtée à Banja Luka, la capitale de la Republika Srpska, une des deux entités composant la Bosnie-Herzégovine. L'opposition monténégrine reçoit un soutien considérable de la population serbe, qui voit négativement la perspective d'adhésion de la Bosnie et Herzégovine à l'Otan. Dans la Fédération de Bosnie et Herzégovine la politique d'intégration euro-atlantique est mieux vue. 50 à 70% des gens sont favorables à une adhésion à l'Otan. Dans la Republika Srpska par contre, la grande majorité de la population y est hostile. Des protestations ont souvent lieu à Banja Luka, rappelant les actions militaires sanglantes de l'Otan en Yougoslavie en 1999.

Extrait d'un article de Milko Pejovic, dans Global Research, 2017)

Faire du Nord de l'Europe une zone de paix

C'est le sujet d'une conférence organisée par le Conseil Suédois pour la Paix et le Réseau global contre les armes et le pouvoir nucléaires dans l'espace. Celle-ci s'est tenue en février 2017. Dave Webb en a fait le rapport dont nous publions ci-dessous quelques extraits. Le texte intégral de ce rapport peut être lu en anglais sur notre site <http://www.csotan.org>.

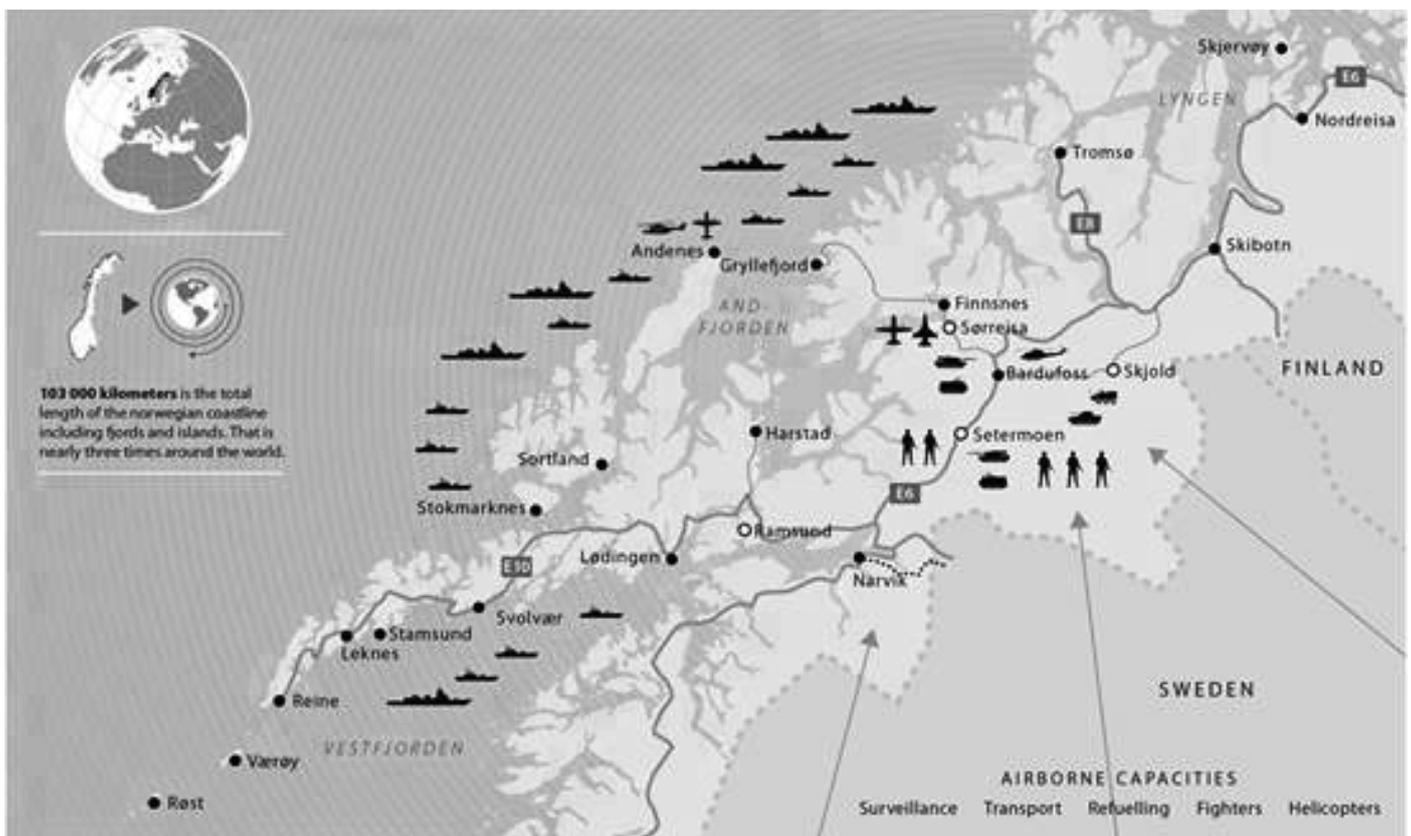
Aujourd'hui, les gouvernements (suédois et finlandais) n'ont plus rien de progressiste, il se laissent persuader de se joindre aux exercices militaires et de s'intégrer de plus en plus aux systèmes militaires otaniens. (Rappel: la Suède et la Finlande ne sont pas membres de l'Otan, mais liées à l'Alliance par des accords de partenariat de plus en plus importants)

Par exemple, en février-mars 2016, l'Otan a développé pendant 2 semaines des opérations de haute intensité dans le nord de la Norvège, nommées "Operation Cold Response 2016". Celles-ci comprenaient des mobilisations terrestres, maritimes et aériennes, avec la contribution de 12 pays membres de l'Otan et 2 nations partenaires. 15.000 militaires y ont pris part. La multiplication de ce genre d'exercices a amené les Etats-Unis à établir des dépôts de stockage en Norvège, pour les tanks et les véhicules d'assaut amphibies.

Operation Cold Response

Ces opérations militaires de l'Otan sont destinées, sans aucun doute, à montrer à la Russie que l'Ouest se prépare à contrôler l'accès vers de nouvelles routes maritimes et vers les nouvelles ressources énergétiques et minérales qui deviennent exploitables du fait de la fonte des glaces de l'Arctique.

En juillet 2016, le gouvernement suédois a signé un accord autorisant l'Otan à se développer plus facilement sur le territoire du pays pour ses opérations et dans l'éventualité d'une guerre. En septembre, la Suède annonce la remilitarisation de l'Ile de Gotland, à mi-chemin entre la Suède et la Lettonie au milieu de la Mer Baltique. Une garnison permanente y sera installée dès le mois d'avril et l'Otan est appelée à militariser les Iles finlandaises de Åland – qui avaient



été démilitarisées depuis le Traité de Paris à la fin de la Guerre de Crimée en 1856. L'accord officieux entre le Danemark et l'URSS sur la non utilisation par l'Otan de l'Ile Bornholm est également menacé.

En septembre 2017, le plus grand exercice militaire de ces derniers 20 ans aura lieu en Suède: Aurora 2017. Les Etats-Unis veulent s'entraîner à déplacer des troupes depuis Trondheim (en Norvège) jusqu'en Suède dans l'éventualité d'une escalade des tensions militaires dans la Mer Baltique. Une avant-garde des Marines US est en train de s'établir déjà à Trondheim.

Mais les combats de guerre ne concernent pas seulement des troupes et des tanks: aujourd'hui les militaires veulent le pouvoir dans l'espace. Les chefs militaires et les décideurs politiques veulent l'information et le contrôle – informations sur les objectifs visés, les mouvements de troupes, le temps et contrôle sur les mouvements des composantes militaires, bateaux, tanks, personnels, drones.

La station de satellites de Kiruna, au nord de la Suède est ainsi utilisée intensément par l'Agence Spatiale Européenne (ESA) qui procède, depuis l'Allemagne, à des opérations automatiques dites de routine. Beaucoup de ces opérations ont des applications militaires pour l'Otan et les Etats-Unis et beaucoup d'entre elles sont fournies et/ou soutenues par des entreprises suédoises et par le gouvernement suédois.

La situation de l'Arctique en fait une région importante pour recevoir des signaux des satellites militaires qui sont en orbite et passent chaque jour au-dessus de la région polaire. Les Etats-Unis et la Norvège ont établi une station militaire sur l'Ile de Svalbard qui a pour but de se connecter avec des satellites. C'est là une violation du Traité de Svalbard entre la Russie et la Norvège qui, depuis 1920 interdit formellement des opérations militaires .

En 2014, la Lettonie, l'Estonie, l'Allemagne, l'Italie, la Lituanie, la Pologne et le Royaume-Uni ont signé un memorandum pour établir un "StratCom Centre of Excellence" à Riga, auquel s'est joint la Suède en 2015. Un certain nombre de ces StratComs existent en Europe et en Scandinavie.

Les gouvernements occidentaux et les medias continuent à dire que la croissance des activités militaires étasuniennes et de l'Otan , ainsi que l'établissement de bases tout le long des frontières européennes et scandinaves, sont "une riposte aux actions de la Russie en Ukraine et à Kaliningrad". Mais la Russie s'inquiète de voir que l'Otan installe des bases et mène des opérations militaires agressives de plus en plus près de ses frontières, malgré les promesses passées que cela n'arriverait pas.

Appel aux lecteurs de ALERTE OTAN ! Abonnez-vous ! Soutenez-nous !

Votre aide financière est notre seul soutien pour continuer à publier et diffuser notre Bulletin trimestriel. Nous comptons sur vous pour apporter votre contribution pour l'année 2016 et nous remercions de tout coeur tous ceux et celles qui l'ont déjà fait.

Versement à effectuer au compte **CSOTAN – IBAN BE94 0682 4474 9114**

L'Otan aux portes de l'Amérique Latine

L'ordre du jour de la droite ibéro américaine est fixé à partir de l'Espagne par la Fondation pour l'analyse et les études sociales (FAES) parrainée par Felipe González, et dédiée à « incorporer l'Amérique latine à l'Occident ». Avec « l'objectif commun de mettre en déroute par des moyens démocratiques le projet du socialisme du XXIème siècle », elle a proposé en 2007 un « Agenda pour la liberté », qui a entre autres objectifs la création d'une Internationale des droites, l'éradication de l'enseignement universitaire gratuit et l'interdiction des expropriations.

Pour cela « l'Amérique latine doit coopérer en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme international avec l'Europe et l'Amérique du Nord, en créant un partenariat stratégique entre l'OTAN et la Colombie ». Le document est signé par Julio Borges [président actuel du parlement vénézuélien, impliqué dans la tentative de putsch contre Hugo Chavez en 2002, NdT] et Leopoldo Lopez [agitateur de droite vénézuélien, actuellement incarcéré pour divers crimes, NdT].

En 2016, le président Santos avoue qu'il prépare un partenariat stratégique entre son pays et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Ce n'est pas la première fois que la République sœur [du Venezuela, NdT] subordonne ses armées à des intérêts impériaux. En 1901, elle a fourni 6.000 soldats pour permettre à Carlos Rangel Garbiras d'envahir le Venezuela et empêcher la restauration de La Grande Colombie. A partir de 1951, elle a envoyé trois frégates et 4.750 soldats de mourir dans la guerre de Corée. Des milliers de mercenaires colombiens servent dans l'armée des Émirats Arabes Unis, à Dubaï, en Afghanistan et au Yémen ...

L'association criminelle connue sous le nom d'OTAN comprend 28 États membres, 22 pays qui l'appuient dans le « Partenariat pour la paix » et 15 pays associés; elle débourse 75% des dépenses mondiales d'armement et elle a étendu ses opérations. Tant que l'Union soviétique existait, l'OTAN se bornait à faire des manœuvres militaires tapageuses, à vivre sur le dos des pays qu'elle occupait et à prétendre qu'elle défendait le monde contre les Soviétiques. Ces derniers une fois disparus, au lieu de se dissoudre, l'OTAN a profité de l'absence d'une puissance garantissant l'équilibre mondial pour déclencher une série de génocides contre la Serbie, l'Afghanistan, l'Irak, la Somalie, la Libye, le Yémen et la Syrie.

L'OTAN et les USA ont un total de 785 bases militaires dans le monde. En Argentine l'OTAN a des bases opérationnelles aux Malouines, aux Shetland du Sud et aux îles Sandwich; dans notre Atlantique Sud, à Tristan da Cunha, Sainte-Hélène et Ascension. Les USA sont membre de l'OTAN: ils disposent aussi de sept bases en Colombie et d'une bonne cinquantaine d'autres, incrustées dans notre Amérique. Le corridor stratégique du Plan Puebla-Panama prévu par son budget de défense part des USA et pénètre en Amérique du Sud en s'appuyant sur une armée colombienne d'un demi-million d'hommes. Après la signature des Accords de paix avec les FARC-EP, cette milice surdimensionnée n'a pas de fonction, à moins de supposer que ce serait celle de débarrasser son territoire des bases étrangères qui l'occupent. Elle a passé plus d'un demi-siècle passé à combattre ses compatriotes : que l'on sache, elle n'a pas consacré une seule journée pour lutter contre l'Empire qui a arraché le Panama à la Colombie.

Le but d'un dispositif si coûteux est d'écraser par la force la souveraineté et les mouvements progressistes de nos pays pour s'emparer des richesses et de la main-d'œuvre de la région. Ce n'est pas rien d'avoir pour voisine l'alliance militaire la plus redoutable au monde, et de posséder des ressources propres dont dépend justement le sort de celle-ci. Surtout que la dernière stratégie en date de l'Empire consiste à sous-traiter ses guerres à des alliés, des mercenaires, des sicaires, des paramilitaires ou des fantoches. Cette situation exige la réponse la plus forte de l'Alba, de l'UNASUR, de la CELAC et du Mercosur.

C'est qu'en dernière analyse cet encerclement vise aussi à anéantir le Brésil, un membre des BRICS et principal concurrent potentiel des USA dans l'hémisphère. La lutte pour notre indépendance n'a pas pris fin à Ayacucho. Une guerre dont on est averti ne peut pas tuer la souveraineté.

Luis Britto García | 14 janvier 2017 - Traduit par Fausto Giudice - Original: <https://tinyurl.com/lddmtev>



24&25
May 2017

Brussels

**INVEST IN PEACE,
NOT IN WAR!**

21th-26th of May: Peace camp & week of action
24th of May: Manifestation against Trump & NATO
25th of May: Conference & Workshops